
Simeon C.R. McINTOSH, *Caribbean constitutional reform, rethinking the west Indian polity*

Emmanuel Jos



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/214>

ISSN : 2117-5209

Éditeur

L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2007

Pagination : 269-270

ISBN : 2-296-01986-2

ISSN : 1279-8657

Référence électronique

Emmanuel Jos, « Simeon C.R. McIntosh, *Caribbean constitutional reform, rethinking the west Indian polity* », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 15 | 2007, mis en ligne le 06 mai 2011, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/plc/214>

NOTE DE LECTURE

Emmanuel JOS

Professeur de droit public

Membre du CRPLC

Université des Antilles et de la Guyane

Simeon C.R. McINTOSH, *Caribbean constitutional reform, rethinking the west Indian polity*, The Caribbean law, Publishing company LTD, Kingston, Jamaica, 2002, 368 pages.

Voici un ouvrage particulièrement utile pour tous ceux qui s'intéressent aux régimes politiques des États de la Caraïbe issus de la colonisation britannique et à leur évolution. Ceux qui étudient ces régimes tant sous l'angle du droit que de la science politique ou de l'histoire trouveront à s'enrichir de sa lecture. Son apport est complémentaire d'études parues antérieurement telles que l'ouvrage de Sir Fred Philips intitulé *West Indian constitutions, post-independence reform*, (Oceana Publications, INC. London, 1985, 370 pages).

Outre une courte préface, l'ouvrage comporte une introduction et trois chapitres. L'introduction porte sur la genèse des constitutions des ex-colonies britanniques de la Caraïbe. Elle permet de mieux comprendre l'évolution des territoires concernés vers la pleine souveraineté à travers les réformes constitutionnelles successives. L'analyse met l'accent sur le fait que les constitutions de l'indépendance furent le fruit de la négociation entre les élites locales et le gouvernement britannique sans aucune participation des peuples des West Indies.

Le chapitre premier, qui représente à lui seul la moitié du volume de l'ouvrage, s'inscrit dans la problématique des rapports entre réformes constitutionnelles et affirmation d'une identité politique caraïbe. Dans ce chapitre, l'auteur nous livre une réflexion très riche sur l'organisation constitutionnelle initiale des États étudiés et sur les réformes introduites par la suite. A cette occasion il aborde des questions essentielles relatives aux principes fondamentaux du droit constitutionnel : peuple et pouvoir constituant, républicanisme et monarchisme, présidentielisme et parlementarisme, monocaméralisme et bicaméralisme, scrutin proportionnel et scrutin majoritaire. Chemin faisant, les préférences de l'auteur se manifestent nettement. Le maintien du rattachement à la Couronne britannique lui apparaît par exemple archaïque.

Le second chapitre traite des déclarations des droits figurant dans les textes constitutionnels. L'auteur dépasse là aussi une approche purement descriptive et propose des analyses intéressantes sur la nature des droits protégés, la place de ces droits dans la hiérarchie des normes, les mécanismes de garantie et les possibilités de réformes dans ce domaine.

Le dernier chapitre concerne la mise en place de la Cour de Justice de la Caraïbe qui, en tant que cour suprême d'appel, a vocation à se substituer au *Judicial Committee of the Privy Council*. Sa mise en place devrait constituer selon l'auteur une étape significative dans l'affirmation de la pleine souveraineté et d'une identité politique propre des Etats de la région.

Centré sur l'idée force de la légitimation des institutions politiques des Etats de la région par un processus que l'on pourrait qualifier « d'endogénéisation », l'ouvrage de Simeon C.R. McIntosh constitue un apport intéressant dans l'étude des régimes politiques de la Caraïbe par les informations qu'il apporte mais surtout par les analyses qu'il propose.